



HAL
open science

Revue italiennes : Rivista Italiana di Scienza Politica n° 1 et 2, 2002; Stato e Mercato n° 1, 2002

Emmanuel Négrier

► To cite this version:

Emmanuel Négrier. Revue italiennes : Rivista Italiana di Scienza Politica n° 1 et 2, 2002; Stato e Mercato n° 1, 2002. Pôle Sud - Revue de science politique de l'Europe méridionale, 2000. hal-02527849

HAL Id: hal-02527849

<https://hal.science/hal-02527849>

Submitted on 20 Apr 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0
International License

Revue italiennes : *Stato e Mercato* n° 1, 2000; *Rivista italiana di Scienza Politica* n° 1, 2000; *Polis* n° 1, 2000; *Regione e Governo Locale* n° 1 et 2, 1999.

Mr Emmanuel Négrier

Citer ce document / Cite this document :

Négrier Emmanuel. Revues italiennes : *Stato e Mercato* n° 1, 2000; *Rivista italiana di Scienza Politica* n° 1, 2000; *Polis* n° 1, 2000; *Regione e Governo Locale* n° 1 et 2, 1999.. In: Pôle Sud, n°13, 2000. Qui gouverne les villes ? pp. 165-166;

https://www.persee.fr/doc/pole_1262-1676_2000_num_13_1_1098

Fichier pdf généré le 23/04/2018

Revue des revues

Stato e Mercato, 1, 2000
Rivista Italiana di Scienza Politica, 1, 2000
Polls, 1, 2000
Regione e Governo Locale 1 et 2, 1999

L'«Europe» est une fois de plus au centre des contributions italiennes de science politique. Dans la *RISP* (n° 1, 2000), Gerda Falker s'intéresse à la représentation des intérêts dans les politiques publiques de l'Union Européenne. Elle plaide pour une prise en compte de type intermédiaire: mettre l'accent sur la manière dont les politiques européennes influent sur les dynamiques d'intérêts, c'est nécessairement «descendre» au niveau des secteurs et à leurs spécificités. Contre l'idée d'une convergence de processus, elle indique que l'intégration européenne peut aller de pair avec des impacts différenciés sur les systèmes de représentation, et même avec des divergences accrues d'un secteur à l'autre. Les éléments de convergence pourraient, selon elle, être mieux repérés au niveau des réseaux d'intérêts les plus marqués par l'europanisation, au-delà des limites sectorielles. Valéria Fargion, dans la même livraison, examine le rôle du temps dans les contrastes de développement des services sociaux, au niveau local, en Europe. Pourquoi les gouvernements locaux n'ont-ils pas tous pu développer les modèles que constituent les services sociaux scandinaves? La réponse tient dans le plus ou moins grand décalage entre la pression de la demande et les capacités d'y répondre. Or, la plupart des autorités locales ont été chargées de ces sabilités au moment où la pression de la demande de services sociaux était la plus forte. Wolfgang Streeck (*S & M*, n° 1, 2000) s'interroge sur le modèle social européen. Constat: le primat de la compétitivité économique déstabilise le concept européen de solidarité sociale, loin des politiques redistributives, et ouvre sur des dispositifs donnant aux individus, aux régions et aux pays les moyens de s'intégrer au marché international. La fragmentation récurrente des systèmes sociaux et l'absence durable d'un niveau central et européen de politique sociale pousse l'auteur à réfléchir à un nouveau système par le bas, où la «reconstruction productiviste de la solidarité» serait la base d'une protection plus efficace contre les ravages de la dérégulation. Silvio Mantovani, dans le même

numéro de *S & M*, analyse les défis économiques et politiques de l'Union monétaire. La cause de l'indépendance quasi complète de la Banque centrale est, pour l'auteur, à rechercher dans deux causalités distinctes: les idées d'une part, c'est-à-dire l'alignement progressif de la pensée monétaire entre protagonistes principaux; le défaut de confiance mutuelle entre pays-membres, qui aura contribué à un «pacte de fer», dessaisissant le politique pour mieux assurer la politique... On trouvera enfin un débat entre Marcello de Cecco, Gosta Esping Andersen et Adrienne Héritier sur l'ouvrage dirigé par Fritz Sharpf: «Gouverner l'Europe».

L'électeur italien existe-t-il? Et si oui, quel est son rapport de connaissance aux enjeux politiques? L'intérêt de l'approche de Donatella Campus est notamment lié au contexte dans lequel se place sa réflexion. Au fond, la question de savoir comment s'organisent les croyances des électeurs italiens à l'égard des partis est d'autant plus importante que ceux-ci se sont largement renouvelés au cours de la dernière décennie. Sur la base d'un échantillon suivi depuis 1996, l'auteur note d'abord que la connaissance des leaders semble progresser. On peut y voir l'effet, sans doute indirect, des réformes de ces dernières années, que l'auteur ne mentionne toutefois pas. Déroulant son approche cognitive, elle établit ensuite que la connaissance des leaders va de pair avec la méconnaissance des programmes. Pour elle, l'apprentissage de ces enjeux n'est pas encore à la portée de l'électeur moyen, auquel il faut du temps. On ajoutera qu'il faudrait, pour comprendre les «rigidités de comportement électoral», ouvrir aussi d'autres boîtes à outils, comme y incitent, dans notre numéro, Caciagli et Bacetti. Notons enfin que, dans une perspective souvent présente dans *S & M*, Stefano Palombardini s'interroge sur les limites et les développements possible d'une analyse économique des cycles politiques, où il met en discussion la théorie des choix publics (*RISP*, n° 1).

Où en est la contractualisation des politiques publiques en Italie. Ce thème, développé notamment au CEPEL depuis quelques années, se trouve au centre de l'article de Luigi Bobbio : "Produzione di politiche a mezzo di contratti nella pubblica amministrazione italiana". En Italie, cette pratique des relations contractuelles, qui se substituent aux règlements unilatéraux, débute dans les années 1980. Bobbio recense les domaines où la contractualisation se développe, avant de la caractériser. Elle est à la fois étrangère à la culture legaliste italienne et aux traditions de négociations informelles de la règle. Il faudrait cependant se garder de conclure trop vite que l'administration italienne s'engage sur la voie royale du pluralisme. Si elle a été conçue pour simplifier les cadres d'action, la pratique contractuelle peut cependant ouvrir sur des apprentissages, de nouvelles attitudes et conceptions de l'intérêt public.

Au sommaire de *Polis*, un dossier sur l'héritage à travers les générations, avec des réflexions sur la transmission, les droits de succession, en Italie, Autriche, Norvège et Australie. Marco Santoro revisite les modèles d'analyse de la mafia, autour des notions de culture et de sub-culture.

Enfin, la revue *Regione e Governo Locale*, dont nous avons rarement l'occasion de parler dans ces colonnes, consacre deux numéros traitant d'enjeux politiques contemporains : le n° 1 est en partie consacré aux chambres de commerce, avec un article de Massimo Ferrante sur la politique de réforme administrative qui les concerne (1993) et sa mise en œuvre ; l'autre de Pierro Bassetti, pour des considérations plus générales. Le numéro 2, prolongeant les réflexions de Bobbio est consacré à la programmation négociée, avec des exemples tirés des relations État-région, des relations internationales, de l'exemple émilien, entre autres.

Signalons pour finir quelques-uns des ouvrages italiens récemment publiés :

Da Molin G. (dir.), *L'immigrazione albanese in Puglia*, Bari, Cacucci, 1999.

Donati P. P. (dir.), *Famiglia e società del benessere*, Edizioni San Paolo, Cinisello Balsamo, 1999.

Giannini M., Minardi E. (dir.), numéro spécial de *Sociologia del Lavoro* (70-71) : "I gruppi professionali", Milano, FrancoAngeli.

Imbucci G. (dir.), *Il gioco pubblico in Italia. Storia, Cultura e Mercato*, Venezia, Marsilio, 1999.

ISTAT, *La musica in Italia*, Bologna, Il Mulino, 1999.

Morisi M., *Anatomia della magistratura*, Bologna, Il Mulino, 1999.

Ridolfi M., *Interesse e passioni. Storia dei partiti politici italiani tra l'Europa e il Mediterraneo*, Milano, Mondadori, 1999.

Rugafiori P., *Impreditori e manager nella storia d'Italia*, Bari, Laterza, 1999.

Severini M., *La rete dei notabili. Clientele, strategie ed elezioni politiche nelle Marche in età giolittiana*, Venezia, Marsilio, 1998.

Emmanuel Négrier, CEPEL

